



**Cette sortie du gouvernement fait suite aux propos d'Emmanuel Macron, interpellé par un activiste camerounais.**

*Le Gouvernement camerounais a pris connaissance du contenu d'une vidéo mise en circulation dans les médias sociaux, le 22 février 2020, dans laquelle un individu se présentant comme étant un activiste originaire du Cameroun, interpelle bruyamment le Président de la République Française, Emmanuel MACRON, lors de l'inauguration du Salon International de l'Agriculture à Paris.*

*Le Gouvernement condamne sans réserve l'acte de ce quidam qui se revendique de l'appartenance à un peuple dont on connaît la fierté et la dignité, et qui a cru devoir interpeller le Chef de l'Etat d'un Pays avec lequel le Cameroun entretient des relations d'amitié et de coopération anciennes, étroites et mutuellement bénéfiques, et qui ont toujours été fondées sur les principes sacrés de la souveraineté des Etats et du respect mutuel.*

*En fustigeant ce comportement insensé et irresponsable, le Gouvernement de la République rejette catégoriquement les contrevérités proférées par ce prétendu activiste, notamment que : « le Président camerounais commet un génocide au Cameroun ; tous les autres camerounais au même titre que lui, sont des hommes morts ou susceptibles d'être tués par le Président BIYA ; la plupart des pays africains à l'instar du Cameroun, sont gouvernés par des dictateurs ;*

*dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, il y a déjà eu 12 000 morts.*

*L'intéressé affirme en outre que 22 villageois ont été tués dans la Région du Nord-Ouest, par l'armée camerounaise », une information démentie et qui a du reste fait l'objet de clarifications précises de la part du Gouvernement.*

*Enfin, cet individu se permet de demander au Président français, « de faire pression sur le Président camerounais, en vue de la libération de certains camerounais qu'il dit être des prisonniers politiques du Régime du Président BIYA », insinuant ainsi une certaine inféodation, qui ne saurait pour autant exister entre Etats souverains.*

*Car, il convient de le dire sans ambages : accéder à des sollicitations émanant d'amis anciens et sûrs n'est nullement céder à des pressions. Toutes ces récriminations pernicieuses et qui procèdent d'une désinformation patente et nocive, sont autant d'inepties et d'inventions fantasmagoriques qui ne correspondent en rien à la véracité des faits.*

*C'est le lieu de déplorer voire de stigmatiser ces tendances observées ces derniers temps et qui sont le fait de certains compatriotes qui croient devoir transposer et étaler sur la scène internationale, les problèmes concernant en priorité les Camerounais, et qui, quoi que l'on dise ou que l'on fasse, ne trouveront des solutions pérennes et pertinentes qu'entre les Camerounais eux-mêmes.*

*En d'autres termes, celles et ceux de nos concitoyens qui croient de la sorte dénigrer le Cameroun, et donc, attenter aux institutions de la République et à celui qui les incarne avec bonheur depuis plusieurs décennies, doivent savoir qu'au bout du compte, c'est sur eux-mêmes qu'ils jettent l'anathème, tant il est vrai que tout camerounais vivant à l'étranger donne à voir, peu ou prou, une image du Cameroun. C'est pourquoi le Gouvernement en appelle une fois de plus, au patriotisme, au civisme et au sens des responsabilités des Camerounaises et des Camerounais de l'intérieur, et davantage encore de l'extérieur, afin qu'ils œuvrent, autant que faire se peut, à la sauvegarde des intérêts, de l'image et de l'honorabilité du Cameroun.*

*Au demeurant, le Gouvernement les exhorte à prendre exemple sur les citoyens de leurs pays de résidence, en proie eux-aussi à des problèmes, mais qu'ils n'évoquent jamais ailleurs que chez eux, en raison de leur dignité et de leur fierté nationales.*

*S'agissant de la situation décrite avec légèreté par l'activiste présumé, qui a imputé des actes de génocide au **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN**, il y a lieu de rappeler que les mesures qui ont été prises par le **CHEF DE L'ETAT**, pour faire face aux diverses menaces auxquelles notre pays est confronté ces dernières années, qu'il s'agisse de la lutte contre Boko Haram, des dispositions prises pour minorer les répercussions au Cameroun de la crise en République Centrafricaine, ou de l'envoi dans les deux Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des Forces Camerounaises de Défense et de Sécurité, ont toutes eu pour finalité, de préserver l'intégrité territoriale du Cameroun, la paix ainsi que la sécurité des personnes et des biens. Ce sont donc, à tout le moins, des mesures légales et légitimes, auxquelles aucun Gouvernement digne de ce nom ne peut se dérober.*

*De même, en ce qui concerne le regrettable incident survenu à Ngarbuh, évoqué par l'activiste camerounais, le Gouvernement de la République a dûment restitué les faits relatifs à cette affaire, et réaffirme ici, s'il en est encore besoin, qu'il n'y a pas eu vingt-deux villageois, dont quatorze enfants, tués par les Forces Camerounaises de Défense et de Sécurité, le 15 Février 2020 à NgahBuh, dans l'Arrondissement de NDU, Département du Donga-Mantung, dans la Région du Nord-Ouest.*

*Par ailleurs, et une fois de plus, le Gouvernement réaffirme que nos Forces de Défense et de Sécurité accomplissent les missions qui leur sont assignées sur tous les fronts, et en particulier dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, avec mesure et professionnalisme, et ce, dans le strict respect des droits humains.*

*A contrario, le Gouvernement tient à rappeler que les nombreuses abominations ainsi que les horreurs insoutenables commises dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, depuis le déclenchement de la crise dans ces deux Régions, qu'il s'agisse des destructions d'infrastructures socio-économiques ou d'assassinats d'une indicible cruauté, sont indiscutablement le fait des rebelles sécessionnistes sans foi ni loi et complètement déshumanisés.*

*Le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, dont l'humanisme et l'humanité sont connus de tous, n'a jamais ordonné à son armée, le massacre des populations civiles, tout comme il n'a jamais hésité à prescrire des sanctions, à chaque fois que des dérives avérées et imputées à quiconque dans l'armée, ont été portées à sa connaissance.*

*Aussi, le Gouvernement de la République invite-t-il, une fois de plus, les pays amis et les partenaires du Cameroun, si tel est leur volonté, à aider le Cameroun à faire face, ou à trouver des solutions pertinentes et définitives, aux problèmes auxquels il est aujourd'hui confronté.*

*De surcroit, le Gouvernement demande instamment aux pays amis et à tous les partenaires du Cameroun, de ne point accorder du crédit à des activistes, des aventuriers ou des forcenés manipulés et instrumentalisés, avides de notoriété, et dont les menées ne visent qu'à nuire à l'image du Cameroun, à la stabilité de nos institutions, à la paix et la cohésion nationales, au risque d'être piégés et de faire preuve d'une candeur voire d'une inimitié susceptibles de porter préjudice aux bonnes relations du Cameroun avec ces pays et partenaires, et auxquelles le Cameroun attache du prix.*

*Enfin, le Gouvernement tient à réaffirmer que le Cameroun est ouvert aux avis de toutes sortes, aux suggestions qui se veulent constructives, y compris celles des pays amis et des partenaires qui coopèrent avec lui dans tous les domaines. Pour autant, le Gouvernement souhaite que ceux-ci aient l'humilité et l'amabilité de reconnaître que, plus et mieux que quiconque, nous sommes soucieux de l'avenir de notre pays, que nous recherchons et savons ce qui est bon pour le Cameroun, et que le peuple camerounais, à l'instar de tous les peuples du monde, entend demeurer maître de son destin. Le Ministre de la Communication*